

**COUR D'APPEL DE PARIS**  
**ARRÊT DU 23 octobre 2020**

Pôle 5 - Chambre 2  
(n°108, 3 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : n° RG 19/22596 -  
n° Portalis 35L7-V-B7D-CBEQM

Décision déferée à la Cour : décision du 02 août 2019 - Institut National de la Propriété Industrielle - Rejet de la demande de certificat complémentaire de protection n°16C1013

**DECLARANTE AU RECOURS**

**Société INTERVET INTERNATIONAL B.V., société de droit néerlandais, agissant en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité au siège social situé**

Vim de Korverstraat 35-5831

AN BOXMEER-NL

PAYS-BAS

**Ayant élu domicile**

C/O Cabinet de Me Sylvie KONG THONG Avocat à la Cour

[...]

75015 PARIS

Représentée par Me Sylvie KONG THONG, avocat au barreau de PARIS, toque L 0069

**EN PRESENCE DE**

**MONSIEUR L GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (INPI)**

15. rue des Minimes

CS 50001

92677 COURBEVOIE CEDEX

Représenté par Mme Virginie LANDAIS, Chargée de Mission

**COMPOSITION DE LA COUR :**

L'affaire a été débattue le 24 septembre 2020, en audience publique, devant la Cour composée de :

Mme Brigitte CHOKRON, Présidente

Mme Laurence LEHMANN, Conseillère

Mme Agnès MARCADE, Conseillère

qui en ont délibéré

**Greffière** lors des débats : M Carole T

Le dossier a préalablement été transmis au Ministère Public, représenté lors des débats par Mme Muriel FUSINA, Avocate Générale, qui a fait connaître son avis

**ARRET :**

Contradictoire

Par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile

Signé par Mme Brigitte CHOKRON, Présidente, et par M Carole T, Greffière, présente lors de la mise à disposition.

Vu le recours formé le 4 novembre 2019 par la société Intervet International B.V. à l'encontre de la décision de M. le directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) qui lui a été notifiée le 2 août 2019, rejetant sa demande de certificat complémentaire de protection (CCP) n° 16C1013 fondée sur le règlement (CE) n°469/2009 portant sur le produit suivant « *Fluralaner, un sel de fluralaner ou un solvate de celui-ci ou de son sel* » déposée le 8 novembre 2016,

Vu le mémoire reçu au greffe à l'appui de ce recours le 4 décembre 2019,

Vu le mémoire aux fins de désistement de la société Intervet International B.V. reçu au greffe le 11 septembre 2020,

Vu l'audience du 24 septembre 2020 au cours de laquelle l'INPI et le ministère public entendus ont accepté ce désistement,

**SUR CE,**

La cour constate le désistement de la société Intervet International B.V. et dit ce désistement parfait.

**PAR CES MOTIFS**

Déclare parfait le désistement de la société Intervet International B.V.,

Constata l'extinction de l'instance et le dessaisissement de la cour,

Dit que le présent arrêt sera notifié par les soins du greffe et par lettre recommandée avec accusé de réception à la société Intervet International B.V. et à Monsieur le directeur général de l'institut national de la propriété industrielle.